

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos : Comprendre et lutter contre la corruption	
Philippe BONFILS	7
Sommaire	9
Liste des auteurs	11
Introduction générale	
Laurent MUCCHIELLI et Adrien ROUX	13
I. Comprendre la place de la corruption dans le fonctionnement de la société	13
II. Se donner les moyens d'objectiver des phénomènes cachés	14
PREMIÈRE PARTIE	
REGARDS DEPUIS LES SCIENCES SOCIALES	
Réprimer la corruption : conflits politiques et réponses pénales dans la France de la III^e République	
Frédéric MONIER	19
I. Face aux scandales : l'impuissance judiciaire en République ?	21
II. Moralisation <i>versus</i> sanction : des logiques concurrentes ?	24
III. Les fluctuations de la répression pénale	27
IV. Morale électorale et éducation des agents de l'État	29
L'ampleur et l'étendue de la délinquance des élites	
Laurent MUCCHIELLI	33
Introduction	33
I. De la tricherie d'entreprise à l'évasion fiscale organisée par les banques	34
II. Les pollutions industrielles : le cas de l'amiante	37
III. Se nourrir : un besoin fondamental objet de pratiques délinquantes	38
IV. Se soigner : un autre besoin fondamental objet de pratiques délinquantes	40
V. La délinquance des élites politiques : ampleur et impunité relative	42
VI. Les ressorts de la délinquance des élites politiques	44
Conclusion : appeler un chat un chat	46
La corruption : savoirs, délibération, actions crédibles et résultats potentiels	
Jean CARTIER-BRESSON	49
I. Corruption systémique et réseaux de clientèle	50
II. Grande corruption systémique et gouvernance	52
III. Corruption, rentes, <i>lobbying</i> et captation de l'État : comment réformer ?	55
Conclusion	58

**Mesurer les écarts entre le droit, les représentations et le fait :
la corruption comme défi au droit**

Adrien ROUX.....	59
I. Une définition de la corruption à trois niveaux	60
A. Définition pénale stricte	60
B. Définition pénale élargie	61
C. Définition au sens le plus large, proche du sens usuel du mot	61
II. Une volonté politique introuvable	62
A. Au niveau national	63
B. Au niveau international	64
III. Une relative impuissance des lois anti-corruption	65
A. Au niveau national : faible effectivité des incriminations et faiblesse des sanctions.....	66
B. Au niveau international : une faible application des conventions internationales anti-corruption	67
Conclusion.....	68

**SECONDE PARTIE
REGARDS DEPUIS LE DROIT**

**Les failles dans la lutte contre la corruption... ou le droit processuel
de la corruption à rebours de l'analyse systémique de la corruption**

Marc SEGONDS	71
Les maux anciens du droit de fond	71
Quatorze fois sur le métier... ..	72
Les maux persistant du droit de forme.....	72
Le droit substantiel de la corruption conforme aux exigences de l'analyse système... ou l'appréhension des infractions de concours.....	73
Le droit processuel à l'épreuve de l'analyse systémique : entre ignorance et négation.....	74
I. La dimension systémique de la corruption, une dimension ignorée	74
A. Un rattachement partiel à la catégorie des infractions en matière économique et financière.....	75
B. D'un rattachement exclu à un rattachement indirect et partiel à la catégorie des infractions relatives à la criminalité et à la délinquance organisées	76
II. La dimension systémique de la corruption, une dimension niée	77
A. Les défauts d'unicité affectant l'action publique	77
B. Le défaut d'unicité affectant l'action civile.....	79
Conclusion : Des évolutions indispensables	82

L'action associative et son rôle dans la lutte contre la corruption

Philippe BONFILS	85
I. L'admission circonstanciée de l'action des associations dans la lutte contre la corruption.....	86
II. La possibilité d'une réforme généralisant l'action des associations dans la lutte contre la corruption.....	87
Conclusion.....	88

La place de l'Union européenne et de son futur procureur financier dans la lutte contre la corruption	
Juliette LELIEUR.....	89
I. La longue marche vers l'adoption d'un mécanisme propre de surveillance	92
A. L'absence totale de mécanisme de surveillance de 1997 à 2007.....	92
B. L'évolution à l'égard des États candidats à l'adhésion	94
C. L'adoption d'un mécanisme général de surveillance en 2011.....	95
II. Le champ de compétence du futur procureur financier européen.....	96
A. La corruption liée à la protection des intérêts financiers de l'Union	96
1. Le protocole additionnel à la convention « PIF » du 27 septembre 1996.....	97
2. Le champ de compétence de l'OLAF	98
3. La proposition de directive du 11 juillet 2012	99
B. L'« eurocrime » de corruption.....	100
1. Les corruptions visées par le droit positif de l'Union.....	101
a. La corruption de fonctionnaires des États membres de l'Union.....	101
b. La corruption dans le secteur privé	101
2. La corruption d'agents publics étrangers	102
a. L'engagement américain contre la corruption d'agents publics étrangers	102
b. Le sursaut européen.....	105
 Où en est-on dans la lutte contre la corruption ?	
<i>L'appréhension des patrimoines criminels</i>	
Charles DUCHAINE.....	107
I. D'abord quelques précisions terminologiques.....	107
II. Les sanctions prévues par la loi	111
III. Les mécanismes de recouvrement	113
 Les lois sur la transparence et la fraude : une réponse médiocre à la corruption de la République	
Éric ALT.....	117
I. Une législation de circonstance	117
II. Un bilan médiocre	118
III. Une démocratie de défiance.....	121
 Conclusion	
Jean-Claude ROGER.....	123
 Table des matières	125